

Octobre 2018

Dr Serigne Mansour Tall

Dr Cheikh Tidiane Wade

M. Lancelot Soumelong Ehode

Migrations internationales et stratégies de développement dans un contexte d'incertitude climatique en zones semi-arides du Sénégal

Messages clé

- Le rôle que jouent les migrants de retour en investissant dans leurs communautés d'origine est vital. Non seulement ils apportent de l'argent et des produits, mais ils apportent également des compétences, des innovations et de nouvelles valeurs précieuses, telles que l'esprit d'entreprise et le désir d'investir dans les "technologies vertes" comme l'énergie solaire.
- Lorsque les migrants investissent dans l'éducation, la santé, l'agriculture et les infrastructures commerciales, ils atténuent les impacts négatifs du changement climatique, réduisent le risque de crises alimentaires et renforcent la résilience des populations.
- Comme la plupart des migrants au Sénégal sont des hommes, les femmes deviennent responsables des exploitations agricoles, des dépenses du ménage et des soins aux enfants. Toutefois, malgré les lois nationales visant à protéger les droits des femmes, l'absence de mise en oeuvre de ces lois, conjuguée aux pratiques culturelles, font que les femmes continuent d'avoir un pouvoir de décision limité.



Résumé

Dans le cadre du PRESA, IED Afrique a réalisé une recherche sur le rôle et la place des transferts financiers et non-financiers des émigrés dans l'atténuation des effets et des chocs liés aux risques climatiques. Les résultats montrent le rôle prégnant de la migration comme amortisseur des chocs économiques induits par la vulnérabilité climatique. Transferts financiers, transferts de technologie et de moyens de production, encadrement et exploration de nouvelles opportunités économiques font des migrants et de leurs associations des agents d'impulsion d'un changement des stratégies territoriales qui, articulées avec la planification locale et nationale, devraient être un puissant levier pour une résilience dans les zones semi-arides du Sénégal.

Introduction

Cette recherche s'explique par l'importance grandissante de la question des migrations dans les zones semi-arides du Sénégal. Les stratégies individuelles et collectives de développement restent tributaires, en grande partie, des retombées positives et négatives des migrations dans les zones étudiées. La migration est appréhendée comme un moyen devant faciliter la compréhension des enjeux territoriaux. Aussi, constitue-t-elle une opportunité de réponse aux défis de l'incertitude climatique d'autant qu'elle apporte - de manière spontanée ou organisée - des solutions d'urgence aux problèmes imprévus et aux chocs relatifs au stress hydrique, voire aux perturbations pluviométriques. Dès lors, il s'agit ici de comprendre la place de la migration dans les stratégies d'adaptation au changement climatique, tout en apportant une réponse aux défis de l'incertitude climatique dans les zones semi-arides du Sénégal. En outre, les acteurs de la migration, dans une démarche de recherche de solutions alternatives, coproduisent des pistes de réflexion partagées pouvant être le socle d'un développement territorial participatif articulé aux enjeux de la planification locale ainsi qu'aux orientations du Plan Sénégal Emergent, référentiel en matière de planification économique depuis 2014.

Les associations de migrants et les migrants contribuent continuellement à l'économie locale à travers des transferts financiers et non-financiers. En réalité, les migrants transfèrent plus que de l'argent. Ils ramènent un engagement pour le développement, des modalités d'organisation, des réseaux de partenariat, des moyens de production pour répondre aux effets adverses de l'incertitude climatique.

Les producteurs locaux ont recours à la contribution monétaire et non-monétaire des migrants pour développer des stratégies et des moyens alternatifs face à la montée des températures, à l'irrégularité du début et de la fin des hivernages, aux événements climatiques extrêmes. Variétés hâtives, outillage agricole plus adapté et plus performant, magasins de stockage et produits de traitement des récoltes, toute une série de moyens sont apportés par les migrants pour rendre les économies locales plus résilientes à l'incertitude climatique et aux événements météorologiques extrêmes.



© De nombreux migrants qui optent pour le retour se tournent vers l'agriculture pour subvenir à leurs besoins
Moudery/Lancelot Ehode

1. Méthodologie

De manière participative, l'identification des zones d'étude s'est faite sur la base, à la fois, de l'analyse des résultats d'études exploratoires sur le thème du changement climatique, mais aussi d'entretiens avec les acteurs du développement local des terroirs semi-arides ciblés : producteurs, commerçants, transformateurs des produits agricoles et pastoraux, leaders locaux, migrants de retour, services techniques déconcentrés, communautés locales, etc.

Ainsi, quatre (4) sites dans les zones semi-arides du Sénégal ont été retenus :

- le terroir de Thiolo Fall dans le vieux Bassin arachidier dans la zone de Kébémér ;
- les villages de Ndamé Lô et Keur Mbir N'Dao dans la zone des Niayes de Thiès ;
- les villages soninkés de Diawara et Moudéry de la vallée du Fleuve Sénégal dans le département de Bakel ;
- la zone Haalpular de Wendou Bosséabé de la vallée du Fleuve Sénégal dans le département de Kanel.

La collecte des données s'est faite avec plusieurs outils :

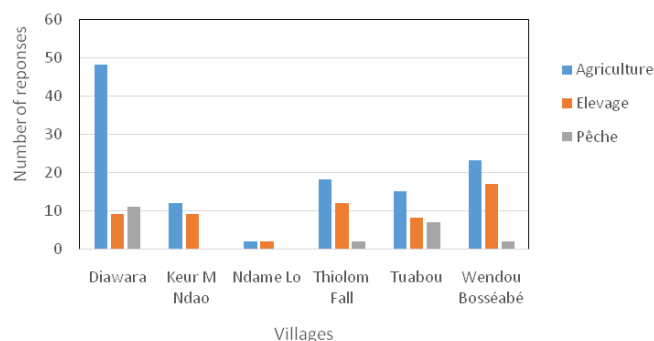
- questionnaires ménages et questionnaires migrants de retour ;
- entretiens ciblés de groupes et entretiens individuels ;
- observation participante et récits de vie et d'itinéraires migratoires ;
- entretiens cibles filmés et entretiens avec des interlocuteurs privilégiés.

Les questionnaires ont fait l'objet d'une analyse des données avec le logiciel Sphinx pour disposer d'une base quantitative. Sur la base des résultats d'analyse, des études qualitatives ont été menées dans les sites. Ensuite s'en est suivie une analyse comparative entre les sites qui a permis de mieux affiner les hypothèses. Les résultats de l'analyse quantitative et qualitative ont été vérifiés et triangulés auprès des ONG, services techniques, collectivités territoriales, projets et programmes actifs dans les sites concernés : PRODAM, ARD, communes, etc.

2. Résultats et principaux enseignements

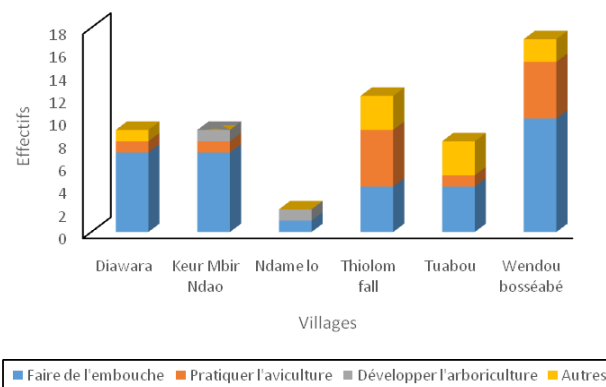
La diaspora est détentrice de technologies, de savoir et de savoir-faire. Individuellement ou dans à travers leurs associations, les migrants sont actifs dans la prise en charge des effets adverses de l'incertitude climatique. Cela peut prendre plusieurs formes allant de l'investissement dans l'amélioration des performances agricoles à travers l'achat d'un outillage agricole plus adapté, la diversification des activités agricoles, l'achat de semences à cycle court, la transformation des sous-produits de l'agriculture et de l'élevage, etc., à des investissements dans des activités moins dépendantes de la pluviométrie comme le développement de petit commerce ou encore des investissements dans l'immobilier.

Figure 1 : Typologie des investissements par zone



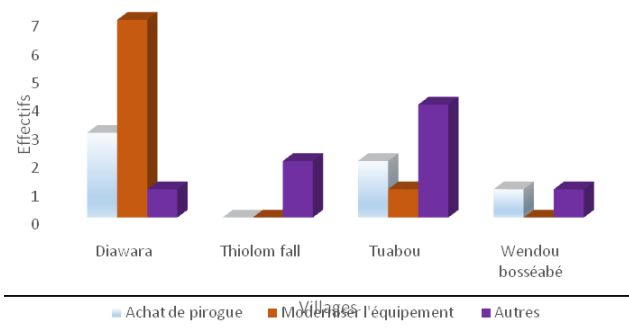
Source : Enquête PRESA, 2016-2017

Figure 2 : Investissements dans le secteur de l'élevage



Source : Enquête PRESA, 2016-2017

Figure 3 : Investissements dans le secteur de la pêche



Source : Enquête PRESA, 2016-2017

Ces résultats tiennent leur importance au fait que l'économie du Sénégal repose essentiellement sur le secteur primaire de plus en plus affecté par les effets récurrents de la variabilité et du changement climatique : augmentation des températures, dégradation des terres, sécheresse, désertification et événements extrêmes liés au changement climatique.

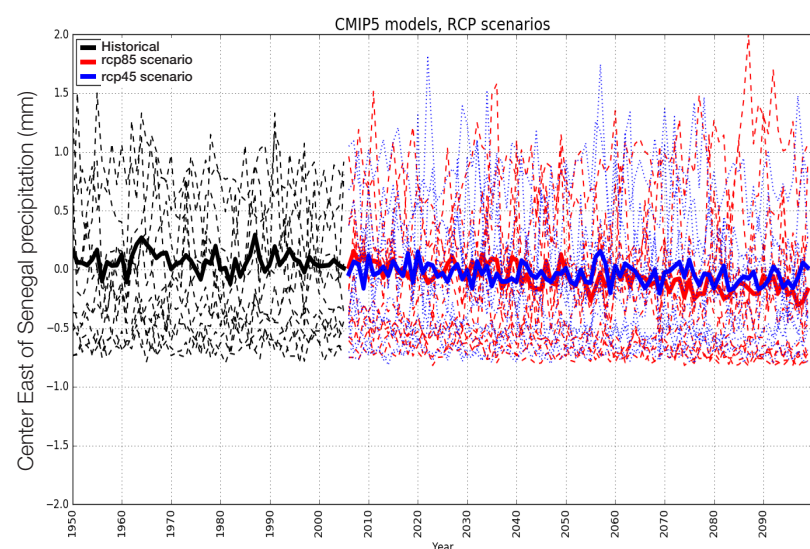
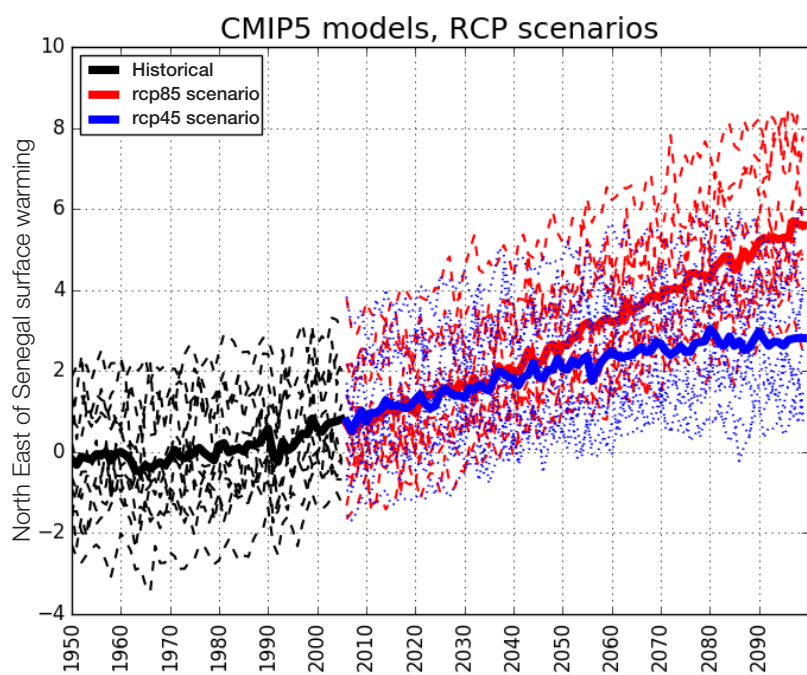
Les graphiques 4 et 5 représentent les tendances projetées pour la pluie et la température. Elles représentent la différence entre les valeurs moyennes calculées entre la période de référence (1976-2005) et la période cible (2021-2050).

Tableau 1 : variation moyenne de la pluie et la température au Nord du Sénégal

	Scenarios	Nord
Pluie	RCP4.5	-16
	RCP8.5	-8
Température	RCP4.5	+1.18
	RCP8.5	+1.41

Source : Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie

Figures (4 & 5) : Tendances climatiques actuelles et futures de Kanel au Nord-Est du Sénégal¹



Comme le montrent le tableau et les graphiques, aussi bien pour le scénario moyen (RCP 4.5) que pour le scénario extrême (RCP 8.5), la pluviométrie aurait une tendance générale à baisser vers l'horizon 2035 (horizon des documents politiques du Sénégal et de l'agenda des ODD). Mais, selon Kosmowski F. et al. (2015), même si la baisse de la pluviométrie est légère, les pluies deviendront de plus en plus intenses avec un caractère orageux (accompagné de foudre). Ces pluies intenses auront un impact direct sur l'occurrence d'inondations et le ruissellement avec les conséquences prévisibles (dégradation des routes, destruction des récoltes etc.). Concernant les températures, les deux scénarii (moyen et extrême), montrent une tendance générale à la hausse. Les températures augmenteraient en moyenne entre 1.18 et 1.41 degré Celsius d'ici 2035. La zone Nord enregistrerait les températures les plus élevées du Sénégal.

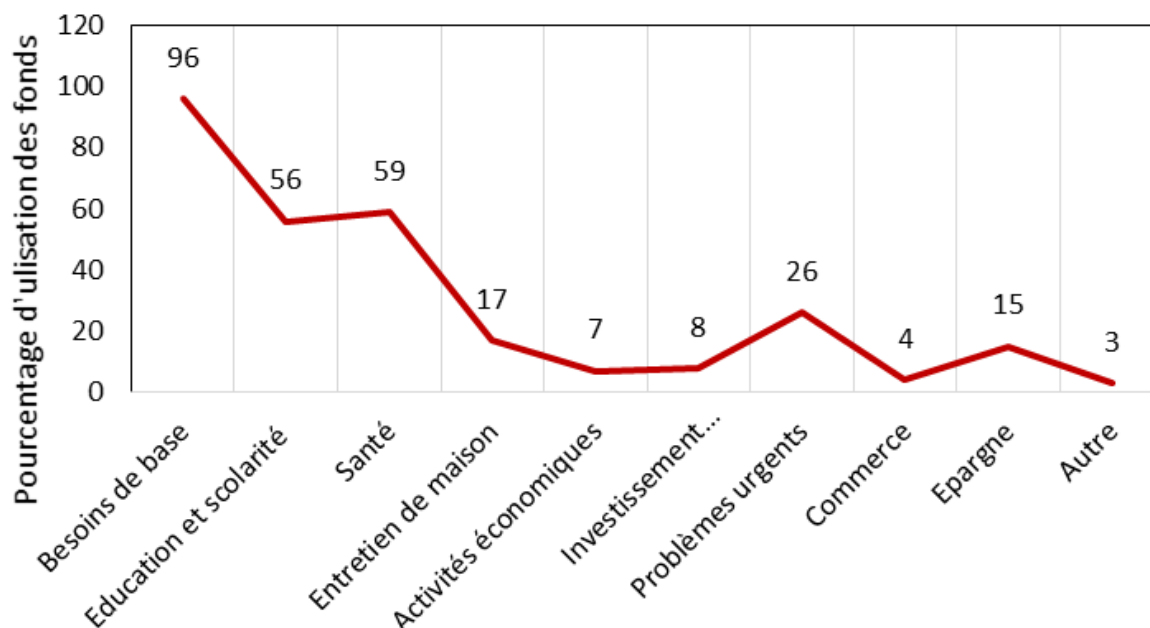
Une augmentation de la température combinée à un déficit pluviométrique aura un impact sur plusieurs paramètres tels que le déficit hydrique et la forte évapotranspiration.

¹ Ces deux graphiques ont été réalisés par Dr Youssou Sane de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie dans le cadre de leur collaboration avec IED Afrique.

Les capacités des ménages à faire face aux incertitudes climatiques sont renforcées par le soutien des émigrés. On remarque aussi une promotion de l'épargne et une autonomisation des femmes émigrées ou des femmes d'émigrés qui développent des initiatives pour fructifier les transferts financiers et rentabiliser les transferts non monétaires : activités génératrices de revenus, embouche bovine, élevage de caprins, aviculture moderne, la transformation de produits, etc.

La disponibilité de ressources financières, l'amélioration des moyens de production agricole et domestique facilitent l'enrôlement et le maintien des enfants, surtout les filles à l'école. L'investissement des ménages en matière de santé et de scolarisation a augmenté grâce à l'influence et au soutien des émigrés.

Figure 6 : Utilisation des fonds selon les destinations

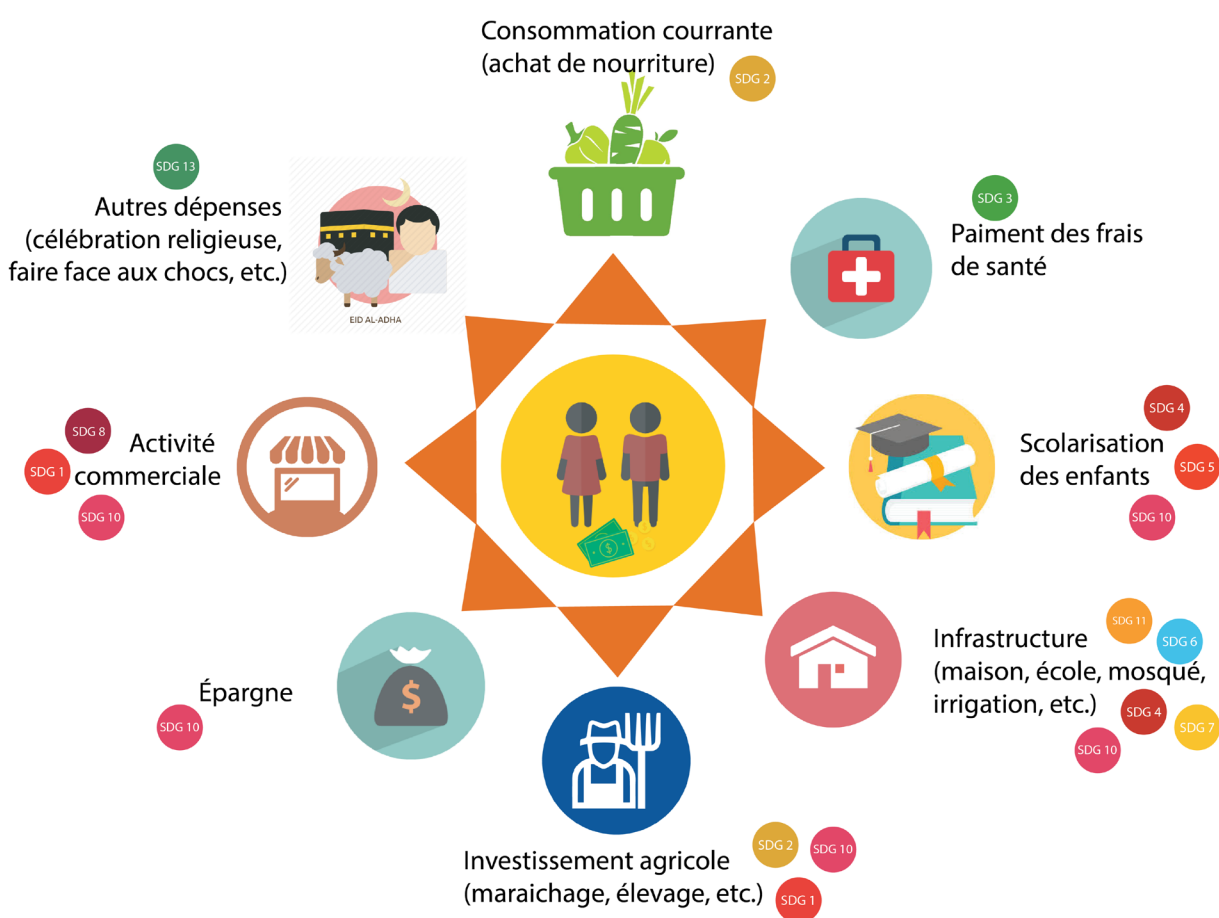


Source : Enquête PRESA, 2016-2017

Légende	
Besoin de base	Achat de nourriture, achat de produits de première nécessité comme le riz, le sucre ou des légumes, argent pour le transport, etc.
Education et scolarité	Paiement des frais de scolarité des enfants, paiement de l'internat pour l'éducation coranique, achat de cahier, etc.
Santé	Paiement des frais médicaux, consultation
Entretien de maison	Réparation régulière dans la maison, construction de mur, frais pour les projets d'agrandissement de la maison,
Activités économiques	Petit commerce, vente de légume au marché du village,
Investissements	Projet immobilier, achat de véhicule, achat de parcelle, construction d'une école ou d'un poste de santé, etc.
Problèmes urgents	Aide à la famille, réponse à un choc climatique comme une inondation, etc.
Commerce	Vente de produits « venants »,
Epargne	Cotisation lors des tontines, épargne auprès des institutions financières, etc.
Autre	Argent pour les cérémonies religieuses (mariage, baptême), argent pour la participation à un pèlerinage, etc.

Grâce aux transferts et à l'investissement des migrants dans les infrastructures communautaires de base (écoles, mosquées, forages, postes de santé, magasins de stockage, voies de communication), les migrants contribuent à l'atteinte de certains Objectifs de Développement Durable notamment l'ODD 1 sur « pas de pauvreté » ou encore l'ODD 3 sur « bonne santé et bien-être ». Ils participent, surtout en période de choc climatique ou de soudure aux dépenses domestiques des familles.

Figure 5 : Utilisation des transferts des migrants et liens avec les ODD



Source : synthèse des auteurs

Les retombées des investissements immobiliers à Dakar, dans les villes secondaires, dans les pays d'accueil ou dans les villages des migrants, sont une source de financement plus stable et moins soumise aux aléas climatiques. En même temps, elles contribuent à connecter l'économie locale au système national et global.

3. Recommandations pour les décideurs

Dans le contexte des objectifs de développement durable, la migration est un enjeu de premier ordre dans des politiques publiques de l'État et des collectivités territoriales. Les collectivités territoriales constituent des maillons importants dans le dispositif d'accompagnement à titre de prestataires de services (financements, appui-conseil, expertises, formation, suivi technique des projets, appui dans les démarches administratives, intégrations des dimensions spécifiques dans la planification locale). Il est aujourd'hui indispensable d'avoir une vision systémique et une approche holistique des migrations pour favoriser la création d'un environnement attractif dans les territoires pour l'investissement productif des migrants (accès aux facteurs de production, incitations, plans et stratégies d'investissement national, communal). Travailler au niveau des terroirs d'origine des migrants implique une complexité politique accrue car les relations de travail entre les acteurs du système (Etat, collectivités, migrants, agents de développement,...) sont parfois tendues.

Recommandations spécifiques à l'Etat

- Articuler les investissements de la diaspora avec les politiques d'adaptation au changement climatique et la promotion de l'économie locale à travers :
 - a) la maîtrise de l'eau et développement de la petite irrigation locale ;
 - b) la promotion d'activités résilientes aux incertitudes climatiques ;
 - c) la transformation des produits et sous-produits des terroirs ;
 - d) la maîtrise de la chaîne de valeur pour plus de valeur ajoutée ;
 - e) la promotion d'activités et de techniques agropastorales adaptées au stress hydrique ;
 - f) le développement de nouvelles variétés et activités pour la diversification et l'adaptation aux incertitudes climatiques : culture fourragère, culture hâtive, arboriculture, cueillette, etc.
- Inciter la diaspora à investir dans des créneaux porteurs grâce à la mise en place de mesures incitatives appropriées (fiscalité, droits de douane, accès aux financements et à l'information, etc.).
- Encourager et accompagner la diaspora à saisir les opportunités disponibles dans les pays d'accueil (réseaux d'affaires, sources de financement, partenariats commerciaux, promotion de technologies adaptées, etc.) en vue d'une économie résiliente dans les territoires d'origine.

Recommandations spécifiques aux collectivités territoriales

- Faciliter la présence et la participation active des migrants dans les assemblées et conseils territoriaux pour une participation à la prise de décision et au dialogue sur les politiques au niveau local.
- En rapport avec les agences régionales de développement et des membres du comité scientifique et technique du cadre national pour les services climatique, les collectivités territoriales doivent prendre en compte les défis et les opportunités liés aux mobilités et à l'incertitude climatique dans la planification territoriale.
- Valoriser les compétences des migrants et leur double appartenance à des territoires différents d'autant plus qu'ils sont des acteurs importants des collectivités territoriales de leurs espaces d'origine et d'accueil.

Recommandations aux migrants

- Les associations de migrants et les migrants de retour porteurs de projet doivent essayer d'arrimer leurs investissements aux opportunités et priorités identifiées dans les documents politiques.
- Pour faciliter leur réinsertion dans le tissu économique et valoriser leurs compétences dans le cadre des transferts non financiers (savoir-faire, esprit innovant, création d'entreprise, technologies adaptées), les migrants doivent communiquer avec l'Etat et ses services déconcentrés qui en retour intensifiera les actions d'appui tout en veillant à plus d'harmonisation et de coordination dans les interventions.

Bibliographie indicative

- Kosmowski F., et al. , 2015. « Changements climatiques : observations scientifiques et perceptions des populations dans trois contextes ouest- africains », dans société rurales face aux changements climatiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest, pp 69-90, IRD Editions.
- Wade C-T, Toure O., Diop M., 2015. Gestion pratique des risques climatiques en Afrique et en Asie, Revue thématique, IED Afrique, Programme PRESA
- Wade C-T, Dimé M., Tandian A., Lancelot S-E, 2017. « Les migrants sénégalais, des acteurs de la résilience au changement climatique », revue AGRIDAPE, IED Afrique, p. 6-13.
- Wade C-T, Dimé M., Tandian A., Lancelot S-E, 2017. État des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal, Rapport d'étude, IED Afrique, Programme PRESA.

PRESA

Innovation, Environnement, Développement
en Afrique (IED Afrique)
24, Sacré-Cœur III – BP 5579
Dakar Fann – SENEGAL
Tel. (221) 33 867 10 58
Courriel : contact@iedafrique.org

www.iedafrique.org

www.prise.odi.org

Recherche pour des futurs résilients au climat

Ce travail a été effectué dans le cadre de l'Initiative de recherche collaborative sur l'adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), avec le soutien financier du Department for International Development (DFID) du Royaume Uni et le Centre de Recherches en Développement International (CRDI), Ottawa, Canada. Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du Department for International Development (DFID) du Royaume Uni et du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada ou, de son Conseil de gouverneurs.

Ce "Briefing" a été produit dans le cadre d'une série de documents préliminaires pour guider à long terme le programme de recherche du projet Promouvoir la Résilience des Economies en zones Semi-Arides (PRESA). PRESA est un projet de recherche multi-pays de cinq ans dont l'objectif est de générer de nouvelles connaissances sur la manière dont le développement économique dans les régions semi-arides peut être rendu plus équitable et résilient au changement climatique.



CARIAA
*Collaborative Adaptation Research
Initiative in Africa and Asia*



 **IDRC | CRDI**
International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada